



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 3 AOUT 2022**

**portant prescriptions complémentaires à la société Gravidal SA  
pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Beinheim**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 autorisant la société à exploiter une gravière sur la commune de Beinheim ;
- VU le dossier de porter à connaissance transmis le 26 avril 2022 par la société Gravidal SA relatif à un projet de modification des conditions d'exploitation ;
- VU le rapport du 24 juin 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société Gravidal SA a porté à la connaissance de la préfète, par transmission du 26 avril 2022, un projet visant à réemployer des déblais extérieurs au site pour poursuivre l'aménagement de la zone à vocation écologique n°2 de la gravière ; que les modifications envisagées ne remettent pas en cause les conditions d'exploitation et de remise en état initiales prévues dans le dossier de demande d'autorisation de février 2004 ainsi que le montant des garanties financières constitué ;

CONSIDÉRANT que les matériaux à remblayer proviennent de deux chantiers situés à proximité de la carrière ; que des analyses ont été réalisées sur les matériaux prévus en remblaiement ; que les résultats des analyses sont conformes aux valeurs définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé et qu'ils ne présentent pas de risque pour la qualité des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments d'appréciation du courrier du 26 avril 2022 susvisé, il apparaît que les modifications présentées ont été jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour les prescriptions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2004, selon les dispositions prévues par l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

APRÈS communication à la société Gravidal du projet d'arrêté ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : BÉNÉFICIAIRE

La société Gravidal SA, dont les installations sont sises au lieu-dit Aspenkopf à Beinheim (67 930), ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations.

### Article 2 : REMBLAYAGE AUTORISÉ

Les dispositions des trois premiers alinéas de l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2004 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site est interdit, à l'exception du remblayage avec les matériaux issus des chantiers suivants :*

- le projet de création du chenal de la prise d'eau sur le Rhin située au sud-est de la gravière, objet du porter à connaissance déposé le 26 avril 2022 ;*
- le projet de restauration de la boucle de la Sauer, objet du porter à connaissance déposé le 26 avril 2022.*

*La zone à vocation écologique en partie sud de la darse s'étend sur environ 13 ha.*

*Les seuls matériaux autorisés pour ce remblayage sont :*

- les matériaux fins issus du traitement des eaux résiduaires sur la drague-usine correspondant aux graves argileuses et silteuses analysées dans le cadre de l'étude EEG SIMECSOL n° 712030021E du 25/11/03, complétée le 10/02/04, relative à la stabilité des berges et aux conditions de remblaiement de la darse ;*
- les déblais issus du projet de création du chenal de la prise d'eau sur le Rhin, dont le volume est estimé à 20 000 m<sup>3</sup> ;*
- les déblais issus du projet de restauration de la boucle de la Sauer, dont le volume est estimé à 10 000 m<sup>3</sup>.*

*Le remblayage en eau avec les déblais issus des deux projets extérieurs susmentionnés est autorisé dans le cadre de l'aménagement d'une zone à vocation écologique en partie sud de la darse jusqu'à la cote 111,7 m NGF sur environ 1,15 ha.*

*L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés le nom du chantier, la date de réception et les quantités remblayées. »*

### Article 3 : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES MATÉRIAUX EXTÉRIEURS AUTORISÉS

Le remblaiement sera effectué par des camions bennes et pelles en passant par le tracé de la prise d'eau dans les remblais déjà existant au sud de la gravière. Les pentes des talus hors d'eau seront de l'ordre de 1/2.

## **Article 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

### **4.1 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

### **4.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

### **4.3 : EXÉCUTION**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société Gravidal SA ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;
- au maire de Beinheim.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général

**Mathieu DUHAMEL**

